



Ottawa, Canada

Volume 6, N° 44
(Hebdomadaire)

le 1er novembre 1978

Comment, par ses dépenses, le ministère de la Défense aide l'industrie	1
Comité consultatif des relations avec les universités	3
Message du gouverneur général au nouveau pape Jean-Paul II	3
Accord aérien Canada-Haïti	3
Olympiques Juniors prolongées jusqu'en 1980	3
Mobilité des travailleurs du secteur de la construction	3
Programme d'orientation des immigrants — Essai d'une approche préventive	4
Les avantages du drainage	4
Toronto: transport en commun futuriste	5
Dépistage de la scoliose infantile: nouvelle méthode	6
Un ingénieur à l'aide de la médecine	6
La chronique des arts	7
Nouvelles brèves	8

Comment, par ses dépenses, le ministère de la Défense aide l'industrie

Le texte qui suit est extrait d'un discours prononcé, le 5 octobre à Winnipeg, par le ministre de la Défense nationale, M. Barney Danson, devant les membres du Men's Canadian Club of Winnipeg (Manitoba).

Dépenses consacrées à la Défense

Certaines personnes, au Canada, croient que l'argent consacré à la Défense est synonyme d'argent jeté par les fenêtres. Elles voudraient que nous cessions d'en dépenser, non seulement parce que, selon elles, il s'agit de gaspillage, mais parce que disent-elles, plus nous dépensons, plus une guerre risque de se déclencher.

Je pense cependant que la plupart des gens se souviennent un peu de leur histoire. Ils savent que le fait d'être préparés à nous défendre nous a apporté quelque 30 ans de paix, que c'est l'orgueil et l'agressivité de l'homme, et non le matériel qui représente un danger, qu'un pays seul ne peut pas abolir la guerre en se défaisant de ses armes pas plus qu'il ne peut abolir le feu en se débarrassant de ses services d'incendie. Ces personnes déplorent, tout comme moi, le fait que les armes sont nécessaires et elles parlent de la Défense comme d'un "fardeau"; par contre, dans un monde dont l'équilibre est détruit par la puissance militaire, l'on sait qu'il s'agit d'un fardeau nécessaire.

Eh bien, je suis ici, aujourd'hui, pour montrer que ce n'est pas un fardeau aussi lourd que beaucoup le pensent. En faisant ces dépenses, nous avons un but principal: assurer notre sécurité nationale en participant à la défense de l'Amérique du Nord et de l'Europe, où nous devons faire face à une force numériquement supérieure en armements et en effectifs. En réagissant collectivement face à la menace, nous n'avons pas l'intention de gagner une guerre, mais d'en prévenir une. Nos forces sont des forces de dissuasion, conçues pour convaincre l'agresseur qu'une attaque lui coûterait trop cher. Mais en achetant notre sécurité, l'argent consacré à la Défense achète beaucoup plus.

Il permet d'augmenter les revenus en l'État et la demande du consommateur, de diminuer les coûts de l'assurance-chômage et la disparité régionale. Il contribue à payer les frais d'instruction, le coût des travaux publics et des services d'urgence, d'améliorer notre niveau de sécurité, de santé, de confort et de bien-être personnel. Il permet de créer des emplois, de favoriser la recherche, d'augmenter la productivité, de stimuler la concurrence dans l'industrie secondaire et de l'aider à attirer et à retenir les employés spécialisés.

En fait, les dépenses consacrées à la Défense prennent une telle ampleur que tous les ministères fédéraux concernés ont dû aller au-delà des considérations de la Défense pour se soucier de l'industrie canadienne dans son ensemble. C'est ainsi que sont nées une nouvelle politique et une nouvelle stratégie fédérales destinées à soutenir l'économie et à renforcer notre technologie...

Répercussions économiques

Par rapport à notre produit national brut, nos dépenses en matière de défense sont faibles: elles sont plus de deux fois inférieures à celles de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, qui, soit dit en passant, sont plus de deux fois inférieures à celles de l'Union soviétique. Mais notre budget — \$4,1 milliards cette année, 4,5 l'an prochain — a des répercussions économiques hors de toute proportion, par rapport à son importance.

En premier lieu, près de 60 p.c. de notre budget est consacré aux salaires, et quelque 20 p.c. de cet argent revient dans les coffres de l'État, sous forme d'impôts, tandis que les autres 90 p.c. servent à promouvoir la vente de biens et services.

Deuxièmement, un bon nombre de nos



C'était cette semaine...

La première école nationale d'art dramatique du Canada ouvrit le 2 novembre 1960, à Montréal. Trente élèves étaient inscrits.